

1. Le Bloc québécois? Solide comme le roc...

Pierre Drouilly et Pierre-Alain Cotnoir

*Les auteurs sont membres du Groupe de recherches sur l'opinion publique
(GROP)*

Depuis le début de la course à la chefferie du Bloc québécois, les spéculations vont bon train concernant l'avenir électoral du Bloc et ses chances aux prochaines élections fédérales. Plusieurs candidats à la chefferie ont assigné des objectifs électoraux au Bloc. Gilles Duceppe, le premier, a parlé d'une majorité de sièges (donc 38, puisqu'il y a 75 sièges au Québec): cet objectif est d'un pessimisme prudent, étonnant dans la bouche d'un candidat à la chefferie. Yves Duhaime a ensuite parlé de 54 députés bloquistes élus (comme en 1993) plus un (lui-même dans Saint-Maurice qui se propose de battre Jean Chrétien). Puis Daniel Turp a renchérit en se donnant comme objectif 60 bloquistes élus aux prochaines élections fédérales, ce qui dénote un optimisme débridé chez lui, mais qui est malheureusement improbable mathématiquement, compte tenu de la polarisation linguistique et référendaire du vote au Québec. Enfin, Rodrigue Biron a fixé comme objectif au Bloc québécois 50 % du vote, soit un peu plus qu'en 1993 (il eut alors 49,3 %), résultat qui représenterait symboliquement une étape pour l'avenir. Les deux candidates, Francine Lalonde et Pierrette Venne, se sont gardées de chiffrer leurs objectifs électoraux, se montrant ainsi plus prudentes et plus sages, et en fin de compte plus fines stratèges. Mais il s'agit peut-être là, en fin de compte, d'un autre exemple d'une attitude de fanfaronnade proprement masculine de la part des quatre candidats. Ce n'est pas, en effet, aux leaders politiques de chiffrer publiquement leurs objectifs, au risque de les voir démentis par les faits. Cette tâche ingrate est dévolue aux analystes.

Les prévisions électorales

L'anticipation du résultat de la prochaine élection fédérale ne saurait procéder d'une perception impressionniste du contexte politique, ni d'une lecture sommaire des derniers sondages. Elle doit se baser sur une analyse rigoureuse de la réalité, et apprécier les résultats des sondages à la lumière des résultats électoraux antérieurs et à travers la mécanique électorale qui est la nôtre.

En effet, plusieurs faits viennent compliquer considérablement la lecture des sondages lorsque l'on se propose d'anticiper le résultat d'une élection en termes de députés élus. Il y a d'abord notre mode de scrutin de type britannique (majoritaire simple à un tour) qui amplifie démesurément le nombre de députés élus par le parti majoritaire: les politicologues appellent cela «la loi du cube», qui dit que dans un système électoral britannique et dans le cadre du bipartisme, le rapport du nombre de sièges est égal au cube du rapport du nombre de voix entre les partis. Cette «loi» est elle-même fortement perturbée lorsque l'on s'éloigne du modèle idéal bipartite, et que l'on se trouve en présence de trois partis politiques ou plus en compétition. Mais au Québec, un autre fait complique l'analyse: l'extrême polarisation du vote sur une base linguistique garantit aux partis fédéralistes un sanctuaire de circonscriptions sûres et handicape d'autant les partis souverainistes. Par contre, avec un vote également partagé entre souverainistes et fédéralistes, une lecture linguistique du vote dans les sondages permet toujours d'anticiper une forte majorité d'élus souverainistes (ainsi en 1994 le Parti québécois avec 44,8 % des voix fit élire 77 députés alors qu'avec 44,4 % des voix le Parti libéral ne fit élire que 47 députés; et avec 49,4 % du vote, le OUI a gagné dans 80 circonscriptions sur 125 au cours du référendum de 1995).

Un modèle de projection

Afin d'effectuer des simulations de la prochaine élection fédérale au Québec, nous nous servons d'un modèle développé par l'un de nous depuis maintenant plus de vingt ans: ce modèle s'est avéré efficace dans le passé, prédisant correctement la victoire dans environ 90 % des circonscriptions. En 1993, le modèle prévoyait l'élection de 60 bloquistes et de 15 libéraux, alors que le résultat fut de 54 bloquistes, 19 libéraux, un conservateur et un indépendant (*La Presse*, 9 octobre 1993): 67 circonscriptions sur 75 étaient correctement classées. En 1994, le modèle anticipait 86 élus pour le Parti québécois et 39 pour le Parti libéral (*La Presse*, 27 août 1994) alors que le résultat fut de 77 péquistes, 47 libéraux et un ADQ: 114 des 125 circonscriptions étaient bien classées, et dans le grand Montréal le modèle prévoyait correctement les résultats dans 39 circonscriptions sur 40, même si en 1994 les sondages surestimaient légèrement le vote au Parti québécois.

Sans entrer dans les détails mathématiques du modèle, disons qu'il tient compte de la composition linguistique de chaque circonscription, des résultats de

la dernière élection (1993) et dans ce cas-ci aussi des résultats du référendum de 1995, ainsi que des résultats des élections partielles tenues depuis la dernière élection générale. Dans tous les cas on travaille sur la transposition des résultats des consultations antérieures sur la nouvelle carte électorale qui sera en vigueur lors de la prochaine élection fédérale. Le modèle consiste, dans un premier temps, à mener une analyse statistique des résultats antérieurs pour déterminer le vote par groupes linguistiques, puis à appliquer à chaque circonscription les mouvements de votes entre les partis, mouvements qui sont révélés par les sondages. Cela signifie donc qu'on fait l'hypothèse que si un parti politique avance ou recule par rapport aux élections précédentes, il le fait partout à travers le Québec, mais que la structure générale de son vote reste assez semblable (les meilleures circonscriptions pour un parti restent encore les meilleures, et les moins bonnes restent aussi les moins bonnes). À partir de là, on fait une simulation circonscription par circonscription, et l'on obtient la projection du sondage sur l'ensemble du Québec.

Simulations électorales

Comme la date de la prochaine élection fédérale n'est pas encore connue, et que nous ne sommes donc pas en campagne électorale, nous avons utilisé le modèle pour faire plutôt des simulations.

Dans un premier temps, nous avons fait augmenter le vote au Bloc québécois sous plusieurs hypothèses: gains sur le Parti conservateur, sur le Parti libéral et sur les autres partis. Le nombre d'élus bloquistes n'augmente alors que très faiblement, et même dans la meilleure des hypothèses pour le Bloc québécois, il n'atteint les 60 députés élus que lorsque son vote dépasse les 55 %, hypothèse hautement improbable dans la conjoncture actuelle, et qu'aucun sondage n'annonce. Cela est le résultat de la polarisation extrême du vote non-francophone vers le Parti libéral, qui lui garantit au pire 15 députés, et au mieux une vingtaine (Ouest de Montréal, Outaouais, Cantons de l'Est). Cela montre qu'avec 49,3 % des voix en 1993, le Bloc québécois a pratiquement fait le plein de ses députés avec 54 élus (ils auraient été 55 sur la nouvelle carte électorale).

Plus intéressant, et plus conforme à ce que disent les sondages depuis un an, nous avons fait des simulations en supposant que le Bloc québécois perdait des appuis par rapport à son résultat de 1993. Cela peut se faire de plusieurs façons: soit en perdant du vote en faveur de son principal adversaire, le Parti

libéral, soit en faveur du Parti conservateur, ou du NPD ou d'autres formations. Mais même lorsque le Bloc québécois est à un niveau donné, le jeu de transferts de votes entre les autres partis peut lui faire perdre des sièges acquis sur division des voix en 1993.

Nous avons tour à tour examiné plusieurs dizaines d'hypothèses différentes qui faisaient baisser progressivement le vote bloquiste: les pertes subies alors par le Bloc québécois sont très variables selon les hypothèses retenues. Mais afin de présenter les résultats de manière parlante, nous avons retenu, pour chaque niveau d'appui au Bloc québécois entre 49 % et 30 %, les nombres maximum et minimum de députés élus que le modèle lui accorde suivant les différentes hypothèses retenues. Pour chaque niveau d'appui au Bloc québécois on obtient donc une fourchette que l'on a représenté par deux courbes appelées «hypothèse optimiste» et «hypothèse pessimiste» (voir le graphique).

À mesure que le pourcentage obtenu par le Bloc québécois baisse, le nombre de députés que lui attribue le modèle descend lui aussi: mais il est intéressant de noter toutefois que, même dans la pire des hypothèses, le nombre d'élus bloquistes se maintient à 45 environ tant que le vote du Bloc québécois reste supérieur à 43 %. La cassure se produit au-delà, c'est-à-dire lorsque le Bloc québécois perd la majorité absolue du vote francophone (c'est-à-dire en dessous de 42 %). Dans la meilleure des hypothèses, le Bloc québécois conserve plus de 45 députés tant que son vote reste supérieur à 35 % (c'est-à-dire supérieur à 43 % du vote francophone): si le reste du vote francophone se divise entre libéraux, conservateurs et néo-démocrates, cela permet au Bloc québécois d'élire une forte majorité de députés dans l'ensemble du Québec.

Le vote libéral francophone est en chute continue depuis plus de dix ans: en effet si seulement le tiers des francophones ont voté libéral en 1984, cette proportion est tombée au quart en 1988 et au cinquième en 1993: c'est dire si la côte est dure à remonter pour le Parti libéral du Canada qui n'a obtenu, au Québec, que 35,4 % du vote total en 1984, 30,2 % en 1988 et 33,0 % en 1993. Or même si les sondages depuis 1993 révèlent une remontée du Parti libéral au Québec, celle-ci n'atteint pas un niveau suffisant pour menacer le Bloc québécois.

Projections des sondages

L'efficacité d'une projection électorale tient en effet dans l'anticipation correcte des pourcentages de la prochaine élection: c'est ce que font les

sondages. En ce qui concerne le Parti conservateur et le NPD, on a pratiquement pas besoin de tels sondages pour anticiper leur vote: des arguments historiques suffisent pour annoncer avec certitude qu'ils demeureront dans le puits où ils se trouvent. Avec 1,5 % à l'élection de 1993, le NPD a réalisé son plus mauvais score depuis trente ans: c'est que les sociaux-démocrates québécois sont souverainistes et quand la chance leur est offerte de voter pour un parti souverainiste, ils le font. Tous les sondages créditent le NPD d'un vote inférieur à 3 %. Quant au Parti conservateur, après ses résultats fulgurants de 1984 et de 1988, dus à l'appui des souverainistes (le «beau risque» de René Lévesque), ils sont revenus en 1993 à leur niveau habituel depuis vingt ans, c'est-à-dire moins de 15 %: c'est aussi ce que confirment tous les sondages publics.

Toute la question est de savoir l'ampleur de la remontée du Parti libéral et de la baisse du Bloc québécois. Si l'on se base, par exemple, sur le dernier sondage SOM-*La Presse*, le Bloc québécois a l'appui de 35,9 % des répondants et le Parti libéral de 26,1 %: une répartition réaliste des 26,7 % de répondants discrets, attribue 44,8 % du vote au Bloc québécois et 39,5 % au Parti libéral. Avec un tel résultat, le modèle de projection accorde 50 députés au Bloc québécois et 23 au Parti libéral: le modèle ne permet pas de prévoir les résultats dans Beauce (où l'indépendant Gilles Bernier a été élu) et Sherbrooke (représenté par Jean Charest). Les autres sondages récents disponibles donnent sensiblement les mêmes résultats: Gallup de début décembre 1996, Environics et Canadian Facts de début janvier 1997, Angus Reid de janvier.

À moins d'un renversement de l'opinion publique, qu'aucun sondage ne laisse prévoir actuellement, on peut donc raisonnablement penser que le Bloc québécois fera élire au moins une cinquantaine de députés à la prochaine élection fédérale. Cela devrait lui assurer l'Opposition officielle à Ottawa, comme nous le montrerons demain.